



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

Mme Laura LE VAILLANT

DCOM/SIM

Téléphone : 06.71.43.44.98

laura.levallant@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Affaire suivie commercialement par :

Mme Karelle CHRETIEN-HURARD

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.54.64

karelle.chretien-hurard@cea.fr

CREATION ET MISE EN PLACE D'UN STAND CEA
POUR LE SALON SUPERCOMPUTING (SC) QUI SE
DEROULERA A SAINT-LOUIS (USA) DU 16 AU 21
NOVEMBRE 2025

Référence projet de marché n° B25-03085-KCH

XXXX = Sera compléter par le CEA lors de l'émission du marché définitif

... (à compléter par le soumissionnaire) = Doit être compléter par le soumissionnaire pour la remise de l'offre

Entre

Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Monsieur / Madame XXXX, en qualité de Directeur/trice de la Communication,

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société , domiciliée , inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par , en qualité de

Ou si groupement

La société , domiciliée , inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par , en qualité de

La société , domiciliée , inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société

ci-après dénommée « le Titulaire »,

, Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

**SOMMAIRE**

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 - OBJET | 3 |
| ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES..... | 3 |
| ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION..... | 3 |
| ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES | 4 |
| ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE | 5 |
| ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE | 5 |
| ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION | 6 |
| ARTICLE 8 - QUALITE | 6 |
| ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES | 6 |
| ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE | 7 |
| ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS | 7 |
| ARTICLE 12 - REUNIONS | 8 |
| ARTICLE 13 - RECEPTIONS..... | 8 |
| ARTICLE 14 - GARANTIE | 8 |
| ARTICLE 15 - MONTANT..... | 9 |
| ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION | 10 |
| ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT | 11 |
| ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE | 11 |
| ARTICLE 19 - PENALITES..... | 11 |
| ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE..... | 13 |
| ANNEXE 2 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)..... | 15 |

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la création et la mise en place d'un stand CEA au salon Supercomputing qui se tiendra à Saint-Louis (USA) du 16 au 21 novembre 2025.

1.2 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction de la Communication du CEA.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les questions complémentaires du CEA réf XXXXXXXX du XXXXXX
- le dossier de consultation du CEA référencé B25-03085-KCH, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - le relevé de questions/réponses avant remise des offres réf XXXXX du XXXX
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé 02-SC-2025 du 13/07/2025,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du
et les réponses aux questions complémentaires
référence XXXX du XXX

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative :

3.1 Partie forfaitaire

Les prestations de la partie forfaitaire sont décrites dans les Spécifications Techniques et se définies comme suit :

- projet scénographique accompagné des plans d'implantation sur l'espace mis à disposition,
- aménagement des différents espaces et fourniture des éléments nécessaires à la création et la mise en place du stand, selon les conditions définies dans les Spécifications Techniques,
- équipe technique dédiée à la mise en place,
- fourniture de la signalétique nécessaire hormis les compositions graphiques qui sont à la charge du CEA,
- démontage des fournitures à la fin de l'événement.

Toutes ces opérations s'effectueront sous la seule responsabilité du Titulaire qui devra faire son affaire des moyens humains et matériels nécessaires à leur mise en œuvre.

3.2 Partie estimative – Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalable portent sur des modifications mineures ou des prestations supplémentaires non couvertes par les Spécifications Techniques que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire dans les conditions définies par le marché.

Le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire. Le Titulaire fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- le descriptif des prestations à réaliser,
- le nombre de jours ou le nombre d'heures d'intervention par qualification, les taux journaliers ou les taux horaires (conformément aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dont le modèle figure en annexe 2, adressée au Titulaire et faisant référence au devis présenté.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire doit mettre en œuvre, dans le cadre de l'exécution du marché, toutes mesures visant la réduction des impacts environnementaux, notamment l'empreinte carbone. Le Titulaire s'engage à :

- privilégier des modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2 et à optimiser les déplacements,
- utiliser du matériel et des équipements économes en énergie et en ressources,
- produire des livrables sur des supports respectueux de l'environnement,
- privilégier le matériel recyclé ou reconditionner dans ses achats,
- sensibiliser les intervenants aux problématiques environnementales.

Le respect des dispositions environnementales fera l'objet d'un suivi par le CEA, assortis d'un engagement correspondant à l'offre du Titulaire. En cas de non-respect, des engagements du Titulaire des pénalités pourront être appliquées.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou

participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 Généralités

Le Titulaire est réputé agir en tant qu'expert dans le domaine, objet du marché.

Il prend à sa charge toutes les sujétions comprises dans la prestation, même si celles-ci ne sont pas listées de façon exhaustive dans le cahier des charges précité.

Le Titulaire réalisera le démontage des éléments fournis par lui dans le cadre de ce marché et en assumera l'entière responsabilité.

7.2 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

7.3 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES

9.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques.

9.2 Validation et support des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.



En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA exclusivement sous la forme numérique.

9.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE

10.1 Durée

Les prestations pour l'événement visé se dérouleront du 16 au 21 novembre 2025.

La mise en place et l'agencement des espaces par le Titulaire devront être finalisés le 15 novembre 2025 au plus tard.

Le présent marché entre en vigueur dès sa signature et arrivera à échéance après acceptation par le CEA de l'ensemble des prestations à l'issue de l'événement.

10.2 Délais d'exécution des prestations sur devis préalables

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans la FDM DP.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

| Fonction | Nom | tél | mail |
|-----------------------|-------------------|----------------|--|
| - Pour le CEA : | | | |
| Chef de Projet | Laura LE VAILLANT | 06.71.43.44.98 | laura.levallant@cea.fr |
| - Pour le Titulaire : | | | |
| Responsable technique | M. | |@..... |

A compléter par le soumissionnaire.

L'interlocuteur du Titulaire, désigné ci-avant, a qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ce responsable ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée de quinze jours sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 12 - REUNIONS

12.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA ou par visioconférence, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

12.2 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

ARTICLE 13 - RECEPTIONS

13.1 Réception des prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires du présent marché feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation et de l'ensemble des livrables durant la période considérée.

13.2 Réception des prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

13.3 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 14 - GARANTIE

La garantie portera sur l'ensemble des prestations, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera suivant les conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

ARTICLE 15 - MONTANT**15.1 Montant total du marché**

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

15.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant total des prestations forfaitaires, objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire et ferme de € HT (..... EUROS HORS TAXES).

15.3 Prestations sur devis préalable

Le montant des prestations sur devis préalable est plafonné à la somme de € HT (..... EUROS HORS TAXES).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA (FMDMP) et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les devis sont établis sur la base des taux horaires/journaliers suivants :

- Qualification: € HT
- Qualification: € HT

A compléter par le soumissionnaire.

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme.

15.4 Frais de drayage

Les montants mentionnés ci-avant exclus les frais de drayage qui seront remboursés au coût réel sur présentation des factures et des justificatifs correspondants.

15.5

Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

15.6 Caractère des prix

Les montants visés ci-dessus ont un caractère non révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de **XXXX 2025** (mois de remise de l'offre finale).

ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION**16.1 Echancier de facturation des prestations forfaitaires**

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé par le Titulaire (ou le mandataire du groupement), conformément à l'échéancier suivant :

- 60 % du montant HT et les taxes correspondantes après acceptation sans réserve par le CEA du projet scénographique de principe,
- 40 % du montant HT et les taxes correspondantes à la clôture de l'évènement après acceptation écrite et sans réserve par le CEA de la totalité de la prestation.

16.2 Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque FDMDP, selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

16.3 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire ou le co-traitant au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n° 4000XXXXXX).

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

16.4 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 19 - PENALITES**19.1 Modalités d'application et plafond**

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant forfaitaire HT du marché.

19.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

| Manquements aux obligations définies dans les Spécifications Techniques : | Montant de la pénalité |
|--|--|
| Annulation de la prestation par le Titulaire | 40 % du montant total HT du marché |
| Retard dans la remise d'un livrable de l'évènement | 500 € HT par jour calendaire de retard |
| Ecarts liés à la qualité | 1 000 € HT par écart |
| Ecarts liés à l'environnement | 1 000 € HT par écart |
| Ecarts liés à la sécurité | 2 000 € HT par écart |



Projet de marché n° B25-03085-KCH

| | |
|---|--|
| Retard dans la remise d'un devis | 50 € HT par jour calendaire de retard |
| Non-respect des délais d'exécution stipulés dans le devis | 200 € HT par jour calendaire de retard |

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA, le
Signature :

Pour le Titulaire, le
Signature :



ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Suivi médical

2.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le Service de Prévention et de Santé au Travail du CEA (SPST). Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.



Projet de marché n° B25-03085-KCH

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

**ANNEXE 2 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)**

| FDMDP N° ... | | |
|---|-----|--|
| Marché n° 4000 | | Titulaire : |
| Référence de la spécification technique du CEA : | | Référence du devis du Titulaire : |
| Montant : € HT | | |
| Les prestations correspondent au périmètre suivant : | | |
| Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) : | | |
| | CEA | TITULAIRE |
| NOM | | |
| DATE | | |
| SIGNATURE | | |

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.